

19



Europäisches Patentamt  
European Patent Office  
Office européen des brevets

11 Numéro de publication:

0 231 717  
A1

12

# DEMANDE DE BREVET EUROPEEN

21 Numéro de dépôt: 86440105.4

51 Int. Cl. 4: G07C 9/00

22 Date de dépôt: 01.12.86

30 Priorité: 02.12.85 FR 8518143

43 Date de publication de la demande:  
12.08.87 Bulletin 87/33

84 Etats contractants désignés:  
AT BE CH DE ES GB GR IT LI LU NL SE

71 Demandeur: RITZENTHALER S.A., Société Anonyme  
23, route de Schwobsheim Baldenheim  
F-67600 Selestat(FR)  
Demandeur: Diemert, Jean-Marc  
26, route de Schwobsheim Baldenheim  
F-67600 Selestat(FR)

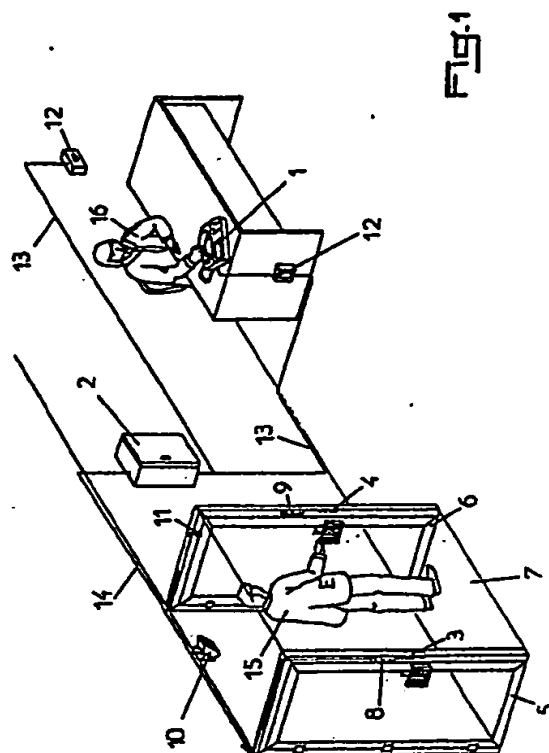
72 Inventeur: Diemert, Jean-Marc  
26, route de Schwobsheim Baldenheim  
F-67600 Selestat(FR)

74 Mandataire: Nuss, Pierre  
10, rue Jacques Kabié  
F-67000 Strasbourg(FR)

54 Dispositif de commande, de signalisation et de dialogue, en particulier pour sas asservis.

57 La présente invention concerne un dispositif de commande, de signalisation et de dialogue, en particulier pour sas asservis.

Dispositif caractérisé en ce qu'il est essentiellement constitué par un moyen de dialogue et de commande par codes (1) équipant le local à protéger et relié à une armoire électronique (2) de traitement des signaux issus du moyen de commande (1), par des gâches ou serrures électriques (3 et 4) équipant les portes (5 et 6) du sas (7), par des blocs d'appel et de visualisation (8 et 9) fixés aux montants des portes (5 et 6), et par un haut-parleur (10) et un micro de sas (11).



EP 0 231 717 A1

## Dispositif de commande, de signalisation et de dialogue, en particulier pour sas asservis

La présente invention concerne le domaine des dispositifs de sécurité pour banques, ou analogues, notamment les sas asservis munis de plusieurs portes et cloisons de sécurité, et a pour objet un dispositif de commande, de signalisation et de dialogue pour de tels sas.

Actuellement, la sécurité des agences bancaires et analogues est généralement réalisée par utilisation de sas asservis, qui sont constitués par au moins deux portes et par des cloisons latérales délimitant une enceinte fermée, dont l'entrée et la sortie ne sont possibles que par exécution d'une suite d'opérations bien spécifiques. Les portes de ces sas sont asservies électriquement avec des serrures ou des gâches électriques, et sont équipées chacune, en outre, de blocs de visualisation et d'appel permettant de préciser, en général au moyen d'un message visuel, la marche à suivre par la personne désirant entrer ou sortir. Ces sas connus sont, en outre, également équipés d'un moyen de dialogue par interphone permettant la communication entre la personne désirant entrer ou sortir et la personne chargée du contrôle de l'accès.

Suivant le degré de sécurité recherché, l'affluence, et la tranche horaire, le contrôle de l'accès peut être effectué de plusieurs manières. Ainsi, il est possible de prévoir simplement deux portes entièrement libres, ou un contrôle indépendant de chaque porte avec verrouillage asservi, en passant par des modes de contrôle différents, à savoir à fonctionnement à sens unique. Les dispositifs de contrôle connus permettent généralement quatre à cinq modes de fonctionnement différents.

Ces dispositifs existants, actuellement d'utilisation courante, nécessitent la mise en place d'une armoire électrique, d'un pupitre de commande et d'une installation d'interphone à la disposition de la personne chargée du contrôle d'entrée et de sortie. Cependant, ces dispositifs sont de mise en oeuvre relativement lourde et ne présentent pas un haut degré de sécurité. En outre, les pupitres formés par ces dispositifs sont souvent volumineux et donc trop facilement repérables, voire utilisables par des agresseurs éventuels. Enfin, du fait que l'interphone est séparé du pupitre de commande, ces dispositifs sont hétérogènes.

Ces dispositifs de contrôle connus sont donc peu pratiques, d'un encombrement important, et d'une sûreté douteuse, du fait même de leur constitution, à savoir une installation d'interphone séparée du pupitre de commande, qui est, par ailleurs, d'une part, très facilement repérable, et, d'autre part, d'une utilisation aussi aisée pour

l'agresseur que pour la personne chargée du contrôle. Enfin, du fait de leur encombrement, ces dispositifs sont peu pratiques et ne peuvent quasiment être déplacés.

La présente invention a pour but de pallier ces inconvénients.

Elle a, en effet, pour objet un dispositif de commande, de signalisation et de dialogue, en particulier pour sas asservis, caractérisé en ce qu'il est essentiellement constitué par un moyen de dialogue et de commande par codes équipant le local à protéger et relié à une armoire électronique de traitement des signaux issus du moyen de commande, par des gâches ou serrures électriques équipant les portes du sas, par des blocs d'appel et de visualisation fixés aux montants des portes, et par un haut-parleur et un micro de sas.

L'invention sera mieux comprise grâce à la description ci-après, qui se rapporte à un mode de réalisation préféré, donné à titre d'exemple non limitatif, et expliqué avec référence aux dessins schématiques annexés, dans lesquels :

la figure 1 est une vue d'ensemble, en perspective, d'un sas asservi muni d'un dispositif conforme à l'invention, et

la figure 2 est une vue en plan du moyen de commande.

Conformément à l'invention, et comme le montre plus particulièrement, à titre d'exemple, la figure 1 des dessins annexés, le dispositif de commande, de signalisation et de dialogue, en particulier pour sas asservis, est essentiellement constitué par un moyen de dialogue et de commande par codes 1 équipant le local à protéger et relié à une armoire électronique 2 de traitement des signaux issus du moyen 1, par des gâches ou serrures électriques 3 et 4 équipant chacune une porte 5 et 6 du sas 7, par des blocs 8 et 9 d'appel et de visualisation également fixés chacun à un montant des portes 5 et 6, et par un haut-parleur 10 et un micro de sas 11.

Le moyen 1 est avantageusement sous forme d'un appareil téléphonique, de préférence à touches (figures 2), dont les touches sont destinées à la composition des codes de commande, et dont le combiné sert d'élément de dialogue, et qui est raccordé à l'armoire électronique 2 au moyen d'un joncteur 12 et d'un réseau de commande 13 formé par un câble électrique de liaison à l'armoire 2, ce câble pouvant être muni de plusieurs joncteurs 12, cet appareil téléphonique étant muni, en outre, d'un haut-parleur permettant un

fonctionnement sans décrochage du combiné, et l'armoire électronique 2 permettant de réaliser des codes sur les touches de l'appareil sans décrocher le combiné.

Ce mode de réalisation du moyen 1 et du réseau de commande 13 permet, d'une part, de disposer d'un dispositif de commande parfaitement banalisé et pouvant facilement être branché en différents endroits grâce aux joncteurs 12, et, d'autre part, de réaliser une commande codée discrète. En outre, du fait de la banalisation du moyen 1, sa reconnaissance et sa neutralisation par un agresseur éventuel peuvent être évitées dans une large mesure.

L'armoire électronique 2 de traitement des données issues du moyen 1 renferme des circuits électroniques de réception, de différenciation et de conversion des données codées en ordres précis adressés aux gâches ou serrures électriques 3 et 4 des portes 5 et 6, et aux organes de visualisation des blocs d'appel et de visualisation 8 et 9, ainsi qu'éventuellement en un ordre de déclenchement d'une alarme, au moyen d'un câble électrique de liaison 14, qui transmet, par ailleurs, à l'armoire 2 et au moyen 1 les appels issus des blocs 8 et 9. Ces blocs sont avantageusement munis de voyants d'attente et d'entrée et d'un bouton d'appel connus.

La transmission du dialogue entre la personne désirant traverser le sas 7 et la personne chargée du contrôle s'effectue également par l'intermédiaire du réseau de commande 13 et du câble 14. Ainsi, un dialogue peut être établi, d'une part, par utilisation du micro 11 et du haut-parleur de sas 10, et, d'autre part, par utilisation du combiné et/ou du haut-parleur du moyen 1.

Le dispositif conforme à l'invention fonctionne de la manière suivante :

Lorsqu'une personne 15 désire entrer dans le local protégé, elle appuie sur le bouton d'appel du bloc 8 de la première porte du sas 7, le voyant d'attente s'allume alors et la personne 16 chargée du contrôle est prévenue de la présence de la personne 15 par un signal lumineux et/ou sonore. Si une reconnaissance visuelle est effectuée, soit en vue directe, soit au moyen d'une caméra, la personne 16 chargée du contrôle planote sur le moyen 1 le code d'autorisation d'ouverture de la porte 5 du sas 7 seule, au moyen de la serrure 3, ou des deux portes 5 et 6 au moyen des serrures 3 et 4. Dans le cas où la personne 16 désire interroger la personne 15, seule la première porte 5 du sas 7 est ouverte et la personne 16 interroge celle désirant entrer grâce au combiné du moyen 1 et au haut-parleur 10, le dialogue s'effectuant alors grâce au micro 11 par l'intermédiaire de l'armoire 2.

Après accord entre les personnes 15 et 16, la deuxième porte 6 du sas 7 peut être ouverte de la manière déjà décrite ci-dessus.

Conformément à une autre caractéristique de l'invention, les circuits électroniques de l'armoire 2 de traitement des données issues du moyen 1 sont munis de mémoires programmables dans lesquelles on peut mémoriser un code correspondant à une ordre d'ouverture, de signalisation ou d'alarme.

Ainsi, si l'employé 16 chargé du contrôle quitte son emploi, ou pour éviter des fuites suite à une trop longue utilisation des mêmes codes, ces derniers peuvent être changés périodiquement pour garantir une plus grande sécurité du dispositif par simple reprogrammation des mémoires des circuits de l'armoire 2.

Bien entendu, l'invention n'est pas limitée au mode de réalisation décrit et représenté aux dessins annexés. Des modifications restent possibles, notamment du point de vue de la constitution des divers éléments, ou par substitution d'équivalents techniques, sans sortir pour autant du domaine de protection de l'invention.

## Revendications

1. Dispositif de commande, de signalisation et de dialogue, en particulier pour sas asservis, caractérisé en ce qu'il est essentiellement constitué par un moyen de dialogue et de commande par codes (1) équipant le local à protéger et relié à une armoire électronique (2) de traitement des signaux issus du moyen de commande (1), par des gâches ou serrures électriques (3 et 4) équipant les portes (5 et 6) du sas (7), par des blocs d'appel et de visualisation (8 et 9) fixés aux montants des portes (5 et 6), et par un haut-parleur (10) et un micro de sas (11).

2. Dispositif, suivant la revendication 1, caractérisé en ce que le moyen (1) est avantageusement sous forme d'un appareil téléphonique, de préférence à touches, dont les touches sont destinées à la composition des codes de commande, et dont le combiné sert d'élément de dialogue, et qui est raccordé à l'armoire électronique (2) au moyen d'un joncteur (12) et d'un réseau de commande (13) formé par un câble électronique de liaison à l'armoire (2), ce câble pouvant être muni de plusieurs joncteurs (12), cet appareil téléphonique étant muni, en outre, d'un haut-parleur permettant un fonctionnement sans décrochage du combiné, et l'armoire électronique (2) permettant de réaliser des codes sur les touches de l'appareil sans décrocher le combiné.

3. Dispositif, suivant l'une quelconque des revendications 1 et 2, caractérisé en ce que l'armoire électronique (2) de traitement des données issues du moyen (1) renferme des circuits électroniques de réception, de différenciation et de conversion des données codées en ordres précis adressés aux gâches ou serrures électriques (3 et 4) des portes (5 et 6), et aux organes de visualisation des blocs d'appel et de visualisation (8 et 9), ainsi qu'éventuellement en un ordre de déclenchement d'une alarme, au moyen d'un câble électrique de liaison (14), qui transmet, par ailleurs, à l'armoire (2) et au moyen (1) les appels issus des blocs (8 et 9).

4. Dispositif, suivant l'une quelconque des revendications 1 à 3, caractérisé en ce que la transmission du dialogue entre la personne désirant traverser le sas (7) et la personne chargée du contrôle s'effectue également par l'intermédiaire du réseau de commande (13) et du câble (14).

5. Dispositif, suivant l'une quelconque des revendications 1 à 3, caractérisé en ce que les circuits électroniques de l'armoire (2) de traitement des données issues du moyen (1) sont munis de mémoires programmables dans lesquelles on peut mémoriser un code correspondant à un ordre d'ouverture, de signalisation ou d'alarme.

30

35

40

45

50

55

Fig. 1

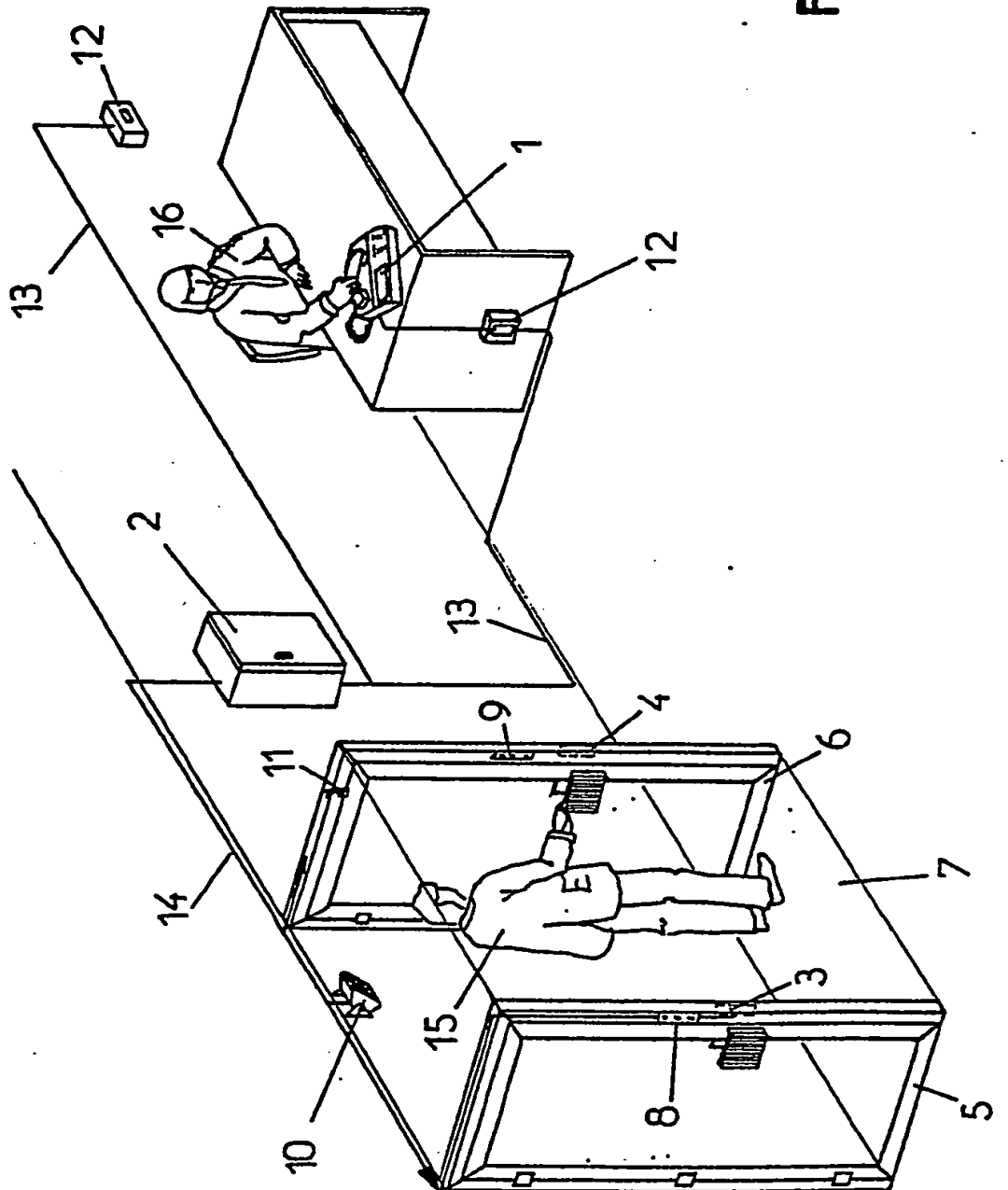
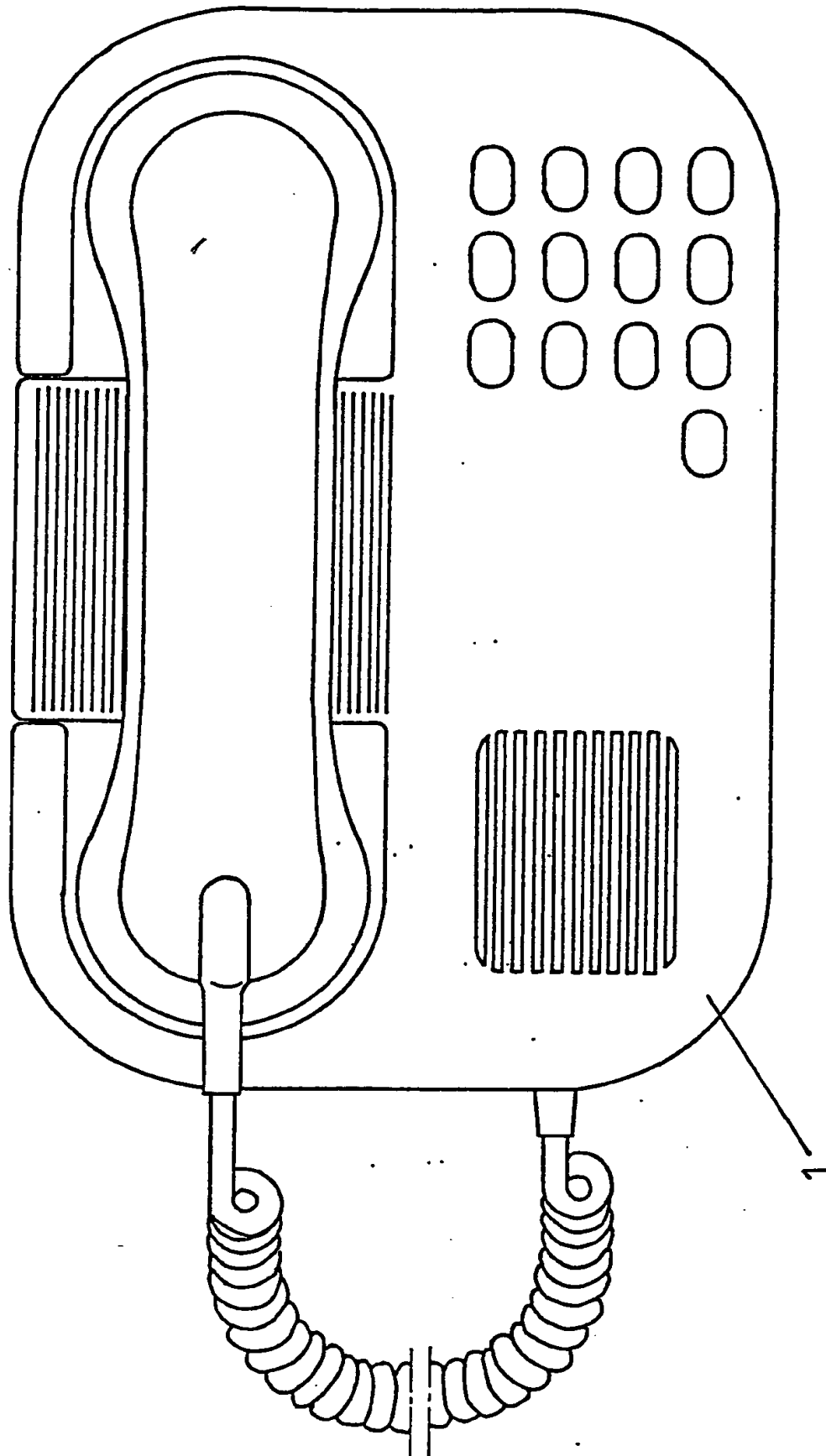


Fig. 2





EP 86 44 0105

DOCUMENTS CONSIDERES COMME PERTINENTS			
Catégorie	Citation du document avec indication, en cas de besoin, des parties pertinentes	Revendication concernée	CLASSEMENT DE LA DEMANDE (Int. Cl.4)
X	FR-A-2 409 364 (HACHE) * Page 1, ligne 34 - page 3, ligne 10; page 3, ligne 37 - page 4, ligne 23; figures *	1	G 07 C 9/00
A		2, 4	
Y	FR-A-2 535 773 (LEWINER et al.) * Page 1, ligne 26 - page 4, ligne 38; page 6, lignes 18-33; figures *	1	
A		2, 3, 5	
Y	DE-A-2 539 779 (KUGEL) * Page 3, lignes 8-12; page 5, ligne 4 - page 7, ligne 15; revendication; figures *	1	DOMAINES TECHNIQUES RECHERCHES (Int. Cl.4)
A		2, 4	G 07 C E 05 C E 05 G G 08 B G 21 F G 21 C
A	US-A-4 006 459 (BAKER et al.) * Colonne 9, ligne 1 - colonne 10, ligne 62; figures *	1-3, 5	
A	BE-A- 883 378 (SIDEVAN) * Page 6, ligne 3 - page 7, ligne 11; page 8, lignes 14-16; figure 3 *	1, 5	
---		---	---
---		---	---
Le présent rapport de recherche a été établi pour toutes les revendications			
Lieu de la recherche LA HAYE		Date d'achèvement de la recherche 10-03-1987	Examineur MEYL D.
CATEGORIE DES DOCUMENTS CITES			
X : particulièrement pertinent à lui seul Y : particulièrement pertinent en combinaison avec un autre document de la même catégorie A : arrière-plan technologique O : divulgation non-écrite P : document intercalaire		T : théorie ou principe à la base de l'invention E : document de brevet antérieur, mais publié à la date de dépôt ou après cette date D : cité dans la demande L : cité pour d'autres raisons  & : membre de la même famille, document correspondant	



EP 86 44 0105

DOCUMENTS CONSIDERES COMME PERTINENTS			Page 2
Catégorie	Citation du document avec indication, en cas de besoin, des parties pertinentes	Revendication concernée	CLASSEMENT DE LA DEMANDE (Int. Cl. 4)
A	1981 CARNAHAN CONFERENCE ON CRIME COUNTERMEASURES, Lexington, US, 13-15 mai 1981, pages 29-34; L.D. BARNES: "Automated system for controlling authorization, identification, and entry into nuclear facilities" * Page 29, colonne 2, ligne 42 - page 34, colonne 1, ligne 13; figures *	1,5	
A	EP-A-0 143 050 (LEWINER et al.) * Figures * -----	1,2	
			DOMAINES TECHNIQUES RECHERCHES (Int. Cl. 4)
Le présent rapport de recherche a été établi pour toutes les revendications			
Lieu de la recherche LA HAYE		Date d'achèvement de la recherche 10-03-1987	Examineur MEYL D.
CATEGORIE DES DOCUMENTS CITES			
X : particulièrement pertinent à lui seul Y : particulièrement pertinent en combinaison avec un autre document de la même catégorie A : arrière-plan technologique O : divulgation non-écrite P : document intercalaire		T : théorie ou principe à la base de l'invention E : document de brevet antérieur, mais publié à la date de dépôt ou après cette date D : cité dans la demande L : cité pour d'autres raisons  & : membre de la même famille, document correspondant	